

# Les nouvelles clefs de la géopolitique

**Multipolaire et hétérogène : tel est le monde dans lequel nous entrons, selon Thierry de Montbrial, directeur général et fondateur de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Alors que les Etats-Unis ont gâché leurs atouts au lendemain de la chute du mur de Berlin, de nouvelles puissances émergent. Mais l'une des grandes leçons de l'Histoire, c'est l'avènement, en permanence, de l'imprévisible, explique-t-il aux « Echos ».**

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOISE CROUÏGNEAU ET JACQUES HUBERT-RODIER

**A**près la victoire de l'économie de marché et la percée de la démocratie tant en Amérique latine qu'en Europe de l'Est, de nouvelles interrogations surgissent. Vous parlez de despotisme asiatique, certains s'inquiètent de l'autocratie russe. Y a-t-il encore un avenir pour la démocratie ?

L'évolution vers la démocratie est une tendance historique lourde et vraisemblablement irréversible sur le très long terme. Encore faut-il rappeler que la démocratie recouvre des principes très généraux comme l'alternance du pouvoir, les droits de l'homme, le suffrage universel, dont les modalités d'application sont infiniment variables. Pour un Américain, par exemple, certaines caractéristiques françaises paraissent sans doute très peu démocratiques. Et la réciproque est vraie. En second lieu, la démocratie ne s'impose pas de l'extérieur. Or l'Occident, grosso modo les Etats-Unis et l'Europe, a une fâcheuse tendance à donner des leçons de démocratie au reste du monde. En dehors de petites élites très occidentalisées, la grande majorité des populations et de la classe politique de pays comme la Russie ou la Chine considère que cette attitude a un caractère néo-impérialiste. C'est aussi mon avis. Il faut que les pays occidentaux trouvent un équilibre très délicat entre l'affirmation de certains principes et une politique étrangère qui ne soit pas constamment en train de dire aux autres ce qu'ils doivent faire.

**Comment y parvenir ?**

En étant fiers des valeurs que nous entendons défendre et, surtout, en nous montrant exemplaires, en inspirant le respect. Ce qui n'exclut pas, bien sûr, les interventions, au cas par cas.

**Vous êtes d'accord avec le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, pour qui il ne suffit pas d'énoncer les mots de « droits de l'homme » pour régler le problème de la Tchétchénie ?**

Bien sûr. J'en suis d'autant plus content que lorsque Bernard Kouchner dit cela, lui qui est pétri de l'idée de démocratie et d'ingérence, il va à l'encontre de ce qui fut ses propres thèses.

**Le XX<sup>e</sup> siècle a été dominé par les Etats-Unis et leurs valeurs. La Chine est-elle appelée à dominer le XXI<sup>e</sup> siècle ?**

Les Etats-Unis ont bénéficié depuis plus de cent ans d'éléments favorables. Après leur décollage économique, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont tiré profit, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de la « guerre civile européenne », c'est-à-dire de la Première Guerre mondiale, qui a, de facto, éliminé l'Europe de la scène. Dans l'entre-deux-guerres, le dollar et la livre sterling se sont livrés un combat titanesque qui a abouti à la défaite de la livre. Cette émergence des Etats-Unis comme très grande puissance a été hésitante, parfois isolationniste. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, qui a abouti à la guerre froide, les Américains n'ont pas vraiment eu envie d'assumer leur rôle. Ensuite, cela a changé. Malgré la construction de l'Europe, la chute du système soviétique est apparue comme une immense victoire américaine. Le tout sur un fond de dynamisme économique, en dépit des interrogations des années 1980 sur le déclin américain. Ainsi, dans la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, l'impression s'installe d'un monde monopolaire et d'un « soft power » américain, un crédit moral s'imposant au reste du monde. Sur la

place Tiananmen, en 1989, des étudiants chinois agitaient le drapeau américain. Seuls les naïfs ont cru que c'était le peuple chinois lui-même qui aspirait à se jeter dans les bras des Etats-Unis.

Aujourd'hui, près de vingt ans après la chute du mur de Berlin, les Américains ont gâché leurs atouts. Sous la présidence de George W. Bush, ils ont perdu une grande partie de ce « soft power » triomphant des lendemains de la fin du système soviétique, en 1991. Alors même qu'on assiste à l'émergence d'autres puissances.

**Entrons-nous pour autant dans un monde multipolaire ?**

Nous entrons dans un monde multipolaire mais aussi hétérogène. J'emploie le mot « hétérogénéité » dans le sens de Raymond Aron, qui distinguait entre un système dit homogène lorsque les Etats partageaient le même système de valeurs comme la démocratie – ce qui est le cas du sous-système occidental – et un système hétérogène où les valeurs sont significativement différentes.

**Ce « sous-système occidental » est-il vraiment homogène ?**

Il faut distinguer entre hétérogénéité et diversité. Au sein de l'Union européenne, nous sommes très divers, particulièrement

depuis les dernières vagues d'élargissement, mais nous avons un socle commun de culture et de conceptions démocratiques héritées d'une longue histoire. Cette diversité est une richesse. Elle n'est pas incompatible avec l'unité, comme le principe en figurait, d'ailleurs, dans le projet de Constitution européenne. En revanche, il y a hétérogénéité entre l'Europe et la Russie ou la Chine. Dans ce cas, il ne peut pas y avoir unité mais il peut y avoir coopération. Si les démocraties occidentales mènent une guérilla idéologique contre les autres pôles du système multipolaire, la

bataille est perdue d'avance. Et cela crée des antagonismes qui peuvent nuire à une coopération, vitale, dans certains domaines comme la lutte contre le terrorisme ou le réchauffement climatique.

**La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice reste hostile au concept de multipolarité...**

Absolument. Nos amis américains offrent un mélange extraordinaire : ils sont très idéologiques, ce qui constitue un ciment de leur société ; dans le même temps, ils sont

très pragmatiques, et c'est ce qui les sauve. Après l'occupation de l'Irak, le mythe du « nouveau Moyen-Orient » où il serait possible d'exporter la démocratie constitue un cas extrême de l'aveuglement auquel peut conduire une idéologie, même si ses bases sont respectables.

**Vous excluez l'émergence d'une unique puissance dominante...**

Les pôles demeurent très inégaux et les Etats-Unis resteront une très grande puissance pendant les dix ou quinze prochaines années. Au-delà, nombre de scénarios existent. A moins d'un accident de parcours, la Chine peut, dans vingt ou trente ans, devenir la première puissance mondiale. Maintiendra-t-elle son rythme de croissance ?

C'est une possibilité, mais pas une certitude. Une des grandes leçons de l'Histoire, c'est l'avènement, en permanence, de l'imprévisible. Rappelez-vous Herman Kahn, le fondateur du célèbre Hudson Institute, dont l'œuvre sur la guerre thermonucléaire a inspiré « Docteur Folamour ». Dans les années 1970, il avait prévu que les deux grandes puissances mondiales de la fin du XX<sup>e</sup> siècle seraient... le Brésil et l'Irak.

**L'Inde aussi se réveille. Lui voyez-vous un rôle majeur ?**

L'Inde n'est pas dans la même catégorie. Son existence tient du miracle. C'est un pays très divers qui doit son unité en grande partie à deux empires qui se sont succédés, celui des Moghols et le Raj britannique. Il est vrai qu'à la suite des réformes des années 1990, l'Inde a décollé économiquement. Cependant, elle demeure confrontée à d'immenses problèmes de développement. Et si elle est une puissance régionale, elle ne cherche pas, comme la Chine, à avoir une politique en Afrique ou même au Kosovo. Ce n'est pas une puissance globale sauf sur le plan commercial, où elle est devenue incontournable. Comme d'ailleurs le Brésil.

**La Russie peut-elle devenir « la » puissance mondiale ?**

Il existe périodiquement en Russie un débat entre « européens » et « slavophiles ». Après la chute de l'Union soviétique, ce débat a été tranché clairement en faveur des slavophiles. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne resurgira pas dans vingt ou trente ans... La question même de l'adhésion de la Russie à l'Union européenne paraît embarrassante. Or elle ne se pose pas car les Russes l'excluent. Mais, attention, il ne s'agit pas d'un choix anti-occidental. Les Russes veulent coopérer avec les Occidentaux. Seulement, ils ont l'impression que les

**Les Etats-Unis resteront une très grande puissance pendant les dix ou quinze prochaines années. Au-delà, nombre de scénarios existent.**



Thierry de Montbrial a fondé en 1979 l'Ifri, qui réunit une trentaine de chercheurs.

Occidentaux, après la victoire sur l'URSS, cherchent à les mettre sous leur coupe.

**Dans ce monde en pleine évolution, quelle influence la France peut-elle avoir ?**

Pour que la France continue d'avoir un rôle significatif, il faut qu'elle soit forte et par conséquent qu'elle conduise des réformes pour être exemplaire. Son meilleur levier d'action, c'est son action au sein de l'Union. Cela ne veut pas dire qu'elle puisse prétendre à une position hégémonique, mais elle peut prétendre jouer un rôle majeur et positif dans la construction européenne. Il existe en Europe une demande de « bonne France », de « France non franchouillarde ». Reste que les hommes politiques français sont encore beaucoup trop hexagonaux. Mais c'est une question de génération. Et les faits imposent leur réalité. Le président Nicolas Sarkozy, par exemple, a déjà infléchi son discours sur la Turquie.

**Comment la France peut-elle concrètement conforter son rôle moteur en Europe ?**

La poursuite de la construction institutionnelle est essentielle. J'approuve sans hésitation le traité dit simplifié qui reprend tout ce qui est opérationnel dans le projet de Constitution et évite les hasards du référendum. Il permet, au moins, d'avancer. A partir de là, je crois beaucoup aux politiques communes. En matière de défense, par exemple, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont de loin les principaux contributeurs. Il faut aussi développer tout ce qui accroît le sentiment de citoyenneté européenne. Avec des programmes comme Erasmus, une nouvelle génération d'hommes politiques, plus internationaux, va émerger. La Bulgarie est aujourd'hui la porte d'à côté. Entre l'espace Schengen, l'euro et le téléphone portable, l'intégration se fera progressivement d'ici à vingt ans, si l'on ne commet pas trop de bêtises. Et si l'on se dote d'une culture et d'institutions fortes, car c'est là où le bât blesse. C'est là où la société civile doit intervenir. Il faut fabriquer les Européens.

**L'Union méditerranéenne, proposée par le président Sarkozy, est-elle réalisable ?**

Bien sûr, il faut forger des liens euro-méditerranéens. On en parle depuis des décennies... Mais comment faire tant que perdurent les divisions entre pays du Maghreb ?

Il est indispensable de faire preuve d'imagination. Sur la Turquie, il fallait absolument que l'Europe commence à négocier compte tenu des engagements pris.

Sur le Kosovo, on s'est mis dans un très mauvais cas en présentant le plan Ahtisaari prévoyant d'accorder le statut d'Etat indépendant à la province serbe comme une solution du tout ou rien. Pour l'instant, l'impasse est totale. Or, dans cette région de l'Europe, une question ne peut pas ne pas être posée : comment offrir à la Serbie, au Monténégro, au Kosovo, une perspective européenne alors même que nous sommes condamnés à exclure tout nouvel élargissement afin de nous permettre d'absorber les précédents ? Actuellement, il n'y a guère de perspectives.

**Il existe en Europe une demande de « bonne France », de « France non franchouillarde ».**

**Quelle attitude devons-nous adopter face aux Etats-Unis ?**

Nous ne pouvons rien faire progresser si nous nous opposons de front aux Etats-Unis. J'en suis persuadé depuis longtemps, et la guerre d'Irak n'a fait que le confirmer. Regardez Louis XI (\*) : il a toujours utilisé des méthodes indirectes, biaisées, pour mener à bien ses projets... Je me réjouis de l'approche de Nicolas Sarkozy : il faut faire des déclarations d'amour aux Américains sans que nos relations soient en rien complaisantes. Il y a d'ailleurs de très bonnes raisons d'avoir d'excellentes relations avec les Etats-Unis. D'autant que les nouveaux membres de l'Union européenne ont, pour des motifs évidents liés à l'Histoire, un tropisme américain. Si l'on prend, comme en 2003 lors de la question irakienne, des positions frontales, mal préparées, non seulement cela ne marche pas, même si nous avons eu raison, mais cela divise l'Union européenne.

**Lors de la guerre en Irak, les Américains n'avaient-ils pas tout de même des boules Quiès ?**

L'administration, tout au moins, avait des boules Quiès. Mais les démocrates et certains républicains n'étaient pas sur la même longueur d'onde. Aujourd'hui, il existe une opportunité de renouer de très bonnes relations avec les Etats-Unis. Car avec la claque qu'ils se sont pris au Moyen-Orient, ils ont redécouvert que, contrairement aux déclarations de Donald Rumsfeld sur la vieille Europe, ils ont besoin de nous.

(\*) Dit « le Prudent », régné de 1461 à 1483.

## Un théoricien de la « diplomatie intellectuelle »

**Indépendance.** Depuis qu'il a créé l'Institut français des relations internationales (Ifri), en 1979, Thierry de Montbrial a une préoccupation constante : protéger son indépendance. La France « a un vrai problème culturel : tout passe par l'Etat, et si cela ne passe pas par lui, il se méfie ». Ce surdiplomé, ancien élève de Polytechnique, docteur en économie de l'université de Berkeley et ancien ingénieur général au Corps des mines, sait de quoi il parle, lui qui a participé à la création, en 1973, du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des Affaires étrangères, centre dont il fut le premier directeur. Une expérience qui l'a sans doute conforté dans la nécessité de s'appuyer, à l'Ifri, sur des financements privés. Ceux-ci représentent aujourd'hui 60 % de son budget.

A soixante-quatre ans, Thierry de Montbrial considère toujours cette institution, qui compte une trentaine de chercheurs,

comme « réellement novatrice ». Par rapport aux autres centres de recherche géostratégique, elle entend jouer un rôle d'importance dans la « diplomatie intellectuelle », par ses réseaux, les rencontres à haut niveau qu'elle organise autour de dirigeants français et étrangers, comme par ses publications, tel « Ramses ». Mais s'il est fier de son passé d'éternel pionnier – premier président de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) en 1993, il fut, à quarante-neuf ans, le plus jeune membre élu à l'Académie des sciences morales –, Thierry de Montbrial n'ignore pas que de nouveaux défis l'attendent. A commencer par celui d'accroître la taille de l'Ifri. Lui qui, « comme Raymond Barre », dont il fut un admirateur, croit à la « notion de destin », ne doute pas qu'il en sera capable. En renforçant notamment son socle européen à partir de l'antenne bruxelloise Eur-Ifri.